



Contre le pouvoir et le patronat, construire une riposte populaire à la hauteur des attaques !

Michelin vient d'annoncer aux 1.254 salariés de Cholet et Vannes la fermeture de leur usine. Suite à cette annonce, les salariés du site de Cholet ont voté la grève. La CGT souhaite voir le mouvement gagner toutes les usines françaises. Les salariés d'Auchan apprennent eux aussi le projet de supprimer 2.400 emplois en France. Le ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie Antoine Armand a réagi à l'annonce du plan social chez Michelin et Auchan : « *Dans les deux cas de figure, les entreprises ont annoncé des plans de sauvegarde de l'emploi, des suppressions de sites qui sont éminemment préoccupantes* » Il acte donc la fermeture : « *Sur Michelin, je regrette la décision qui a été annoncée et l'Etat aura une vigilance extrêmement forte sur deux points : le reclassement de l'ensemble des salariés avec une proposition individuelle et la recherche d'un repreneur* ». Le ministre de l'Economie Antoine Armand s'est aussi "inquiété" de la « *situation extrêmement difficile* » du secteur auto français. « *Plus que jamais, on a besoin d'être soudés* » estime le ministre de l'Economie qui prévient que le futur ne sera pas tendre : « *Il va y avoir des transformations et il y aura d'autres mauvaises nouvelles* ». Il se fait le perroquet du patron du MEDEF Patrick Martin qui disait à propos du budget : « *il y a une compétition économique violente. (...) On est bien conscients qu'il faut tous se retrousser les manches* ». C'est un fait le capitalisme dégrade et exploite les travailleurs. Les capitalistes et les salariés sont deux pôles antagonistes.

L'examen du projet de loi de finances 2025 a repris mardi 5 novembre. Le budget 2025 doit être adopté d'ici au 21 décembre. La première partie du texte du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) a été adopté avec le soutien de la gauche. Le gouvernement compte bien revenir à sa version initiale, Barnier veut légitimer son budget austéritaire et choyer ses soutiens, à commencer par le RN. Le texte arrivera au Sénat où l'examen repartira de zéro ! Il sera encore plus dur que la version initiale avec une cure austéritaire encore plus brutale pour les travailleurs. Les macronistes, les Républicains et le RN se positionnent à l'avant-garde des politiques pro-patronales en poussant pour une nouvelle offensive comme les arrêts maladie. Patrick Martin donne sa feuille de route « *Il faut prendre des mesures d'ordre public, en ne prenant pas en compte les pathologies lourdes évidemment, mais sur les petits arrêts maladie, eh bien, pour qu'il n'y ait pas de remboursement* ». Le gouvernement exécute, la droite et les macronistes ont déposé un amendement pour que dans le privé les jours de carence ne soient plus indemnisés par l'employeur. Autre exemple sur le temps de travail Patrick Martin répète qu'« *Il faut dans notre pays, ça plaît ou ça ne plaît pas, qu'on travaille plus, qu'on produise plus, Il faut donc travailler plus* ». Aussitôt dit, aussitôt exécuté par le ministre du budget Antoine Armand qui veut voir la quantité d'heures travaillées par les Français augmenter déclare-t-il au journal Les "Échos" en supprimant un jour férié ! Quant au macroniste Darmanin il veut allonger les journées de travail et revenir sur la loi des 35 heures. Le patronat refuse de payer sa dette, le président du MEDEF écrit : « *J'ai dit il y a déjà quelques semaines qu'on était prêt à contribuer à l'effort de guerre, mais raisonnablement* ». Là encore le ministre Antoine Armand, exécute et déclare aux "Échos" vouloir "atténuer" et compenser la hausse de ces cotisations prévue initialement !

C'est donc sur le dos des travailleurs que le budget Barnier pourra être voté grâce au soutien des Macronistes des Républicains et du RN. Le Pen revendique ces mesures comme autant de « *victoires politiques* » pour justifier son soutien au gouvernement et continuer la stratégie de « *normalisation* ».

Sur l'emploi des seniors : « *On a une discussion sur l'emploi des seniors qui s'est réouverte, dans un bon état d'esprit, avec la volonté partagée d'aboutir. Le CDI dit senior est une des solutions qu'on a proposées, ça fait partie du package* ». Le patronat impose ces vues notamment pour l'allègement des cotisations. Comme sur la réforme des retraites : « *Si la réforme en cours est abrogée, on accentuera la nécessité de travailler plus et plus longtemps* ».

Barnier imposera donc son budget car la Constitution lui fournit un arsenal de méthodes antidémocratiques pour

contourner l'Assemblée nationale : calendrier contraint, Sénat, commission mixte paritaire, 49.3... De quoi lui permettre de rejeter les amendements passés par la gauche qui n'a eu de cesse de présenter chaque vote « *gagné* » comme une victoire pour les travailleurs et les classes populaires au lieu de développer la lutte de classe, en créant l'illusion que l'on peut faire reculer le patronat et le pouvoir à son service en votant des amendements au Parlement !

Le texte qui parviendra au Sénat sera bien celui du gouvernement et du patronat durci par les sénateurs, les tractations entre macronistes, LR et RN. Le texte final n'annonce pas de conquêtes sociales mais présage au contraire des attaques historiques contre l'ensemble de la population.

Il n'y a rien à attendre des stratégies institutionnelles. Cela exige de rompre avec le *dialogue social*. C'est par la grève et dans la rue que notre avenir se décidera comme le font les Michelins, les cheminots, les agriculteurs, les enseignants, les hospitaliers... Il est impératif de mettre au niveau national tous les travailleurs et leurs organisations en ordre de bataille pour construire une riposte populaire à la hauteur des attaques.